



SOMMAIRE

ENERGIE – CLIMAT

- Le prix d'exercice garanti de l'électricité produite à la centrale de Wylfa serait sensiblement moindre que celui de la centrale d'Hinkley Point
- Le Royaume-Uni pourrait de nouveau se tourner vers l'éolien onshore

TRANSPORT

- Vote à venir sur l'expansion de l'aéroport d'Heathrow
- KeolisAmey remporte la franchise ferroviaire Wales and Border
- Revue de l'ORR sur les plans d'investissement de Network Rail

ENVIRONNEMENT

- L'entreprise Thames Water condamnée à rembourser 120 M€ aux consommateurs
- 1/5ème des mammifères menacés d'extinction au Royaume-Uni
- L'agence en charge de la surveillance de l'environnement aura plus de pouvoirs qu'attendu après le Brexit

INDUSTRIE

- Le RU demande un report du vote sur le prochain lot de satellites
- Nouveau plan de restructuration de Rolls-Royce : 4 600 emplois supprimés
- JLR annonce la production du Land Rover Discovery en Slovaquie au lieu du RU

NUMERIQUE

- La technologie Blockchain pourrait fluidifier les procédures douanières
- Le Royaume-Uni annonce un nouveau visa pour les entrepreneurs

SERVICES PROFESSIONNELS

- Chris Grayling interrogé par des commissions parlementaires dans l'affaire Carillion
- PwC condamnée par le FRC à payer une amende de 6,5 M€
- KPMG condamnée par le FRC à payer une amende de 2,3 M€

FAIT MARQUANT : Jaguar Land Rover annonce la production de la Land Rover Discovery en Slovaquie.

- Jaguar Land Rover va relocaliser la production de la Land Rover Discovery en Slovaquie dans le cadre de la restructuration de la marque entre ses usines ce qui va entraîner la perte de plusieurs centaines d'emplois à l'usine britannique de Solihull. Ces suppressions d'emplois viennent s'ajouter aux 1 000 annoncées en avril dans la même usine de Solihull du fait d'un environnement compliqué pour la vente de diesel. En parallèle, le constructeur va investir des milliers de livres dans l'usine de Solihull pour y construire les prochains modèles de la Range Rover et la Range Rover Sport autour de 2020, certaines électriques. L'usine slovaque a une capacité de 150 000 véhicules et pourrait si nécessaire monter à 300 000 et pourrait donc permettre à JLR de réduire sa dépendance au Royaume-Uni selon l'évolution des négociations du Brexit.

ENERGIE - CLIMAT

Le prix d'exercice garanti de l'électricité produite à la centrale nucléaire de Wylfa serait sensiblement moindre que celui de la centrale d'Hinkley Point : le Gouvernement britannique s'apprêterait à annoncer un accord pour le financement du projet de construction de la [centrale Wylfa Newydd](#) à Anglesey (Pays de Galles). Le coût total de construction de la centrale (environ 16 Mds £) devrait être connu d'ici la fin de l'année. Hitachi donnera sa réponse quant à sa volonté d'investir dans le projet l'année prochaine. Le modèle de financement impliquerait outre Hitachi,

le Gouvernement britannique et plusieurs entités publiques japonaises. La participation directe du Gouvernement britannique marque un virage puisque les fonds publics n'avaient pas été mobilisés pour la construction de nouveaux réacteurs tels qu'Hinkley Point. Cela permettra au projet de s'appuyer sur la capacité du Gouvernement d'accéder à des financements à bas coûts, mais exposera les contribuables à des coûts et à des risques élevés potentiels. Les deux premières unités à Wylfa pourraient générer environ 2,9 GW d'électricité, assez pour alimenter environ 5 millions de logements et seraient développées par Horizon, une filiale d'Hitachi.

Le Royaume-Uni pourrait de nouveau se tourner vers l'éolien onshore : Lord Deben, le Président du comité en charge du changement climatique a récemment indiqué qu'il n'y avait aucune logique à ne pas développer [l'éolien onshore](#) dans les territoires qui le souhaiteraient, ajoutant que cette technologie était la moins coûteuse et que le Gouvernement devait revoir son opposition à son subventionnement. La secrétaire d'Etat à l'énergie Claire Perry a laissé entendre que le Gouvernement pourrait autoriser le déploiement d'éoliennes onshore en Ecosse et au Pays de Galles. Les partisans de l'éolien onshore indiquent que les fermes éoliennes pourraient être construites sur la base de subventions garantissant un prix avoisinant les 50£ MGW/h contre 92,50 MGW/h pour l'électricité qui sera produite à la centrale nucléaire d'Hinkley Point C. De nombreux britanniques ont vu leur facture d'énergie augmenter ces dernières semaines. L'éolien onshore constitue une opportunité pour baisser cette facture malgré de nombreuses oppositions en Angleterre.



Vote à venir sur l'expansion de l'aéroport d'Heathrow - Chris Grayling, ministre des transports, a annoncé mardi 5 juin la publication de l'*Airport National Policy Statement* pour la construction d'une troisième piste à Heathrow, ouvrant la voie à un vote à la Chambre des Communes d'ici 3 semaines. Boris Johnson, ministre des affaires étrangères, s'oppose au plan et pourrait obtenir une dérogation pour voter contre le plan avec les autres députés conservateurs dont la circonscription est proche de l'aéroport. Le plan devrait être soutenu par la majorité des conservateurs, le parti national écossais et les unionistes irlandais (DUP). J. Corbyn, chef du parti travailliste, a donné comme consigne de parti un vote contre le projet, allant ainsi dans le sens du shadow chancelier John McDonnell qui s'oppose au projet alors que la majorité des députés Labour y serait favorable. Dans son projet, le gouvernement a pris en compte 24 des 25 recommandations de la Commission parlementaire sur les transports, prévoyant notamment une enveloppe de 2,6 Md£ pour l'isolation au bruit (700 M£), la qualité de l'air, les compensations pour l'expropriation et une interdiction de vol 6,5 h par nuit.

KeolisAmey remporte la franchise ferroviaire Wales and Border - KeolisAmey, la joint-venture entre l'opérateur Keolis (70 %) et l'entreprise de gestion des infrastructures Amey (30 %), devient ainsi le nouvel opérateur et partenaire de développement du réseau et a dévoilé [ses plans](#) pour le réseau ferroviaire *Wales and Borders* et pour le développement du métro *South Wales* en partenariat avec l'autorité organisatrice *Transport for Wales* (TfW). Le contrat de 15 ans comprend un investissement de 1,9 Md£ financé en partie par le gouvernement gallois :

- 194 M£ vont être investis dans les améliorations des stations (construction de 5 nouvelles stations et modernisation de 247 stations) ;
- 800 M£ vont servir à remplacer les trains au Pays de Galles. D'ici 2020, 95 % des voyages seront effectués dans ces nouveaux trains dont la moitié seront assemblés au Pays de Galles ;
- D'ici décembre 2023, 285 nouveaux services seront ajoutés pendant la semaine et 294 nouveaux services les dimanches ;
- Des investissements sont également prévus pour améliorer les performances à l'aide de la technologie et améliorer la connectivité par téléphone à bord ;
- 600 emplois seront créés pour délivrer ces promesses.

Revue de l'ORR sur les plans d'investissement de Network Rail - L'[ORR](#) (*Office of Rail and Road*, régulateur ferroviaire) a présenté le 12 juin ses premières recommandations sur le plan de dépense à 5 ans du gestionnaire du réseau, Network Rail, de 34 Md£. L'ORR appelle ainsi à investir 1 Md£ supplémentaires dans le renouvellement des actifs (rail, signalisation). Elle recommande également d'améliorer la coopération avec les opérateurs autour notamment des objectifs de performance passagers. Plus généralement, le régulateur salue la transition d'un gestionnaire

centralisé vers une structure organisée autour de 8 régions. Son évaluation finale sur ces plans sera publiée fin octobre.

ENVIRONNEMENT



L'entreprise Thames Water condamnée à rembourser 120 M€ aux consommateurs : le régulateur dans le domaine de l'eau [Ofwat](#) (compétent pour l'Angleterre et le pays de Galles) a enjoint Thames Water à rembourser à chaque consommateur la somme de 15 £, pouvant s'effectuer sur 2 ans. Une étude d'Ofwat a montré en effet que Thames Water n'aurait pas pris de dispositions suffisantes pour limiter les fuites sur son réseau malgré ses obligations statutaires et aurait répercuté ces pertes sur la facture des consommateurs. Cette affaire s'inscrit dans le cadre de défiance des consommateurs envers les 9 principales compagnies dans le domaine de l'eau qui ont reversé des indemnités et dividendes (18 Md€) très généreuses à leurs dirigeants et actionnaires entre 2007 et 2016. Le Labour ne cesse d'appeler à la renationalisation de ces entreprises. Thames Water qui compte 15 M de clients s'est engagée à réduire de 15 % ses fuites d'ici 2025 ainsi qu'à améliorer l'ensemble du management de ses services.

1/5^{ème} des mammifères menacés d'extinction au Royaume-Uni : 12 espèces dont l'écureuil roux, le chat sauvage et la chauve-souris grise à longues oreilles figurent désormais sur la liste rouge mondiale des espèces menacées de l'UICN. Selon une étude de la *Mammal Society and Natural England*, 1/5^{ème} [des mammifères](#) seraient menacés d'extinction en raison notamment du changement climatique, de la disparition de leur habitat, de l'utilisation des pesticides et des maladies. Le hérisson et le campagnol d'eau ont vu leurs populations décliner de près de 70 % au cours des 20 dernières années. Cette étude constitue le premier recensement exhaustif de la population de mammifères britanniques depuis près de 20 ans.

L'agence en charge de la surveillance de l'environnement aura plus de pouvoirs qu'attendu après le Brexit : [l'agence en charge de la surveillance de l'environnement](#) qui sera créé pour contrôler l'action du Gouvernement en matière environnementale aura plus de pouvoirs qu'attendu initialement. A l'occasion de l'examen du texte relatif au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 12 juin à la chambre des Communes, après une première lecture du texte à la chambre des Lords, le Gouvernement a accepté un amendement déposé par un groupe de parlementaires Tories visant à ce que la nouvelle agence puisse avoir des pouvoirs réglementaires et des pouvoirs de poursuite. Ces recours ne pourraient cependant n'être lancés qu'à l'encontre de décisions des autorités centrales (ministères) et non de l'ensemble des organismes et agences. Si l'adoption de cet amendement a été saluée par la plupart des organisations environnementales, ces dernières considèrent que la future agence doit disposer de pouvoirs encore plus étendus et contrôler l'ensemble des autorités publiques concernées. L'amendement en question, prévoit également que les 9 principes juridiques en matière environnementale tels que le principe du pollueur-payeur et du principe de précaution continueront de s'appliquer après le Brexit.

INDUSTRIE



Galileo - Le RU demande un report du vote sur le prochain lot de satellites - Selon le [FT](#), l'UE aurait neutralisé la menace britannique de bloquer le prochain appel d'offre sur les satellites en acceptant d'assumer tous les engagements financiers (*procurement liabilities*) que l'ESA aurait normalement supporté dans le cadre de ces contrats. La décision de l'agence de lancer ces appels d'offre pourra ainsi être prise à la majorité simple et non à l'unanimité. Le vote prévu le 13 juin signifie qu'il n'y a plus besoin de discuter d'un report de 3 mois du processus d'appel d'offres comme le demandait le RU. En réaction, Sam Gyimah, Secrétaire d'Etat britannique aux sciences, a écrit à la Commissaire européenne au marché intérieur et à l'industrie, pour demander un report du vote sur l'appel d'offre, estimant que ce vote mettrait en danger les discussions sur le cadre de la coopération post-Brexit ([FT](#)).

Nouveau plan de restructuration de Rolls-Royce : 4 600 emplois supprimés – Rolls-Royce a présenté le 14 juin un nouveau [plan de restructuration](#) comprenant la suppression de 4 600 emplois dans les postes managériaux et de support dont près des 2/3 dans l'usine historique de Derby. Ces suppressions devraient permettre d'économiser 400 M€ par an d'ici 2020 pour un coût de 500 M€ et devraient libérer du cash pour les investissements futurs dans la propulsion électrique et les technologies digitales et pour la gestion des problèmes sur les moteurs Trent 1000.

L'entreprise a ainsi révélé lundi 11 juin avoir découvert de nouveaux problèmes sur les moteurs équipant le Boeing 787 Dreamliner. Les problèmes existants vont déjà coûter près de 750 M€ d'ici 2019 et potentiellement 200 M€ supplémentaires avec ces nouveaux défauts. De nombreuses compagnies aériennes clientes de ces moteurs ont dû laisser leurs avions au sol et en louer d'autres pour pouvoir continuer à desservir leurs routes habituelles.

JLR annonce la production de la Land Rover Discovery en Slovaquie au lieu du RU - [Jaguar Land Rover](#) va relocaliser la production de la Land Rover Discovery en Slovaquie dans le cadre de la restructuration de la marque entre ses usines ce qui va entraîner la perte de plusieurs centaines d'emplois à l'usine britannique de Solihull. Ces suppressions d'emplois viennent s'ajouter aux 1 000 annoncées en avril dans la même usine de Solihull du fait d'un environnement compliqué pour la vente de diesel. En parallèle, le constructeur va investir des milliers de livres dans l'usine de Solihull pour y construire les prochains modèles de la Range Rover et la Range Rover Sport autour de 2020, certaines électriques. L'usine slovaque a une capacité de 150 000 véhicules et pourrait si nécessaire monter à 300 000 et pourrait donc permettre à JLR de réduire sa dépendance au Royaume-Uni selon l'évolution des négociations du Brexit.

NUMERIQUE

La technologie blockchain pourra t'elle fluidifier les procédures douanières ? La chambre de commerce du sud-ouest britannique, Business West, vient de réaliser une transaction via blockchain dont elle espère qu'elle permettra, à terme, de faciliter considérablement les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'international, après sa sortie de l'Union douanière européenne. A ce jour, Business West émet entre 30 000 et 40 000 certificats d'attestation d'origine par an et ce nombre risque de décupler à la fin de la période de transition. Passer par la technologie de la blockchain serait un moyen plus efficace et plus sécurisé de procéder, car s'il est possible de falsifier un document, il n'est pas possible de modifier une transaction réalisée via cette technologie. Néanmoins, de nombreux obstacles sont encore à surmonter : un changement de mentalité qui n'est pas encore partagé par tous et il faudrait que les chambres de commerce numérisent leurs procédures ce qui devrait prendre un certain temps. Par ailleurs le HMRC travaille d'arrache-pied à la présentation d'un nouveau système douanier avant que le Brexit n'arrive et la blockchain ne semble pas en faire partie. (*Article du [Financial Times](#)*)

Le Royaume-Uni annonce un nouveau visa pour les entrepreneurs – Alors que le Financial Times a révélé cette semaine que les demandes de 1946 professionnels des nouvelles technologies non originaires de l'UE avaient été rejetées, le gouvernement a saisi l'occasion de la London Tech Week pour présenter un nouveau visa pour les entrepreneurs. Ce nouveau visa qui devrait entrer en vigueur dès avril prochain permettra de soutenir le développement de l'économie numérique qui est fortement dépendante de la main d'œuvre étrangère (1/3 des employés du numérique à Londres sont étrangers). Avec cette nouvelle annonce, le Royaume-Uni tente de maintenir son statut de leader européen de l'innovation alors que les autres capitales voisines, à l'instar de Paris et Berlin, sont en train de rendre leurs écosystèmes plus attractifs. (*Article du [Financial Times](#)*).

SERVICES PROFESSIONNELS

Des commissions parlementaires interrogent Chris Grayling sur Carillion – Les commissions parlementaires « *pensions and work* » et « *business* » ont adressé une lettre au ministre des Transports Chris Grayling pour lui demander s'il avait connaissance du fait qu'EY proposait des prestations de conseil financier à Carillion au moment où le cabinet d'audit conseillait le gouvernement sur la santé financière du constructeur dans le cadre du projet HS2, et le cas échéant quelles mesures ont été prises pour supprimer le risque de conflit d'intérêt. Les parlementaires s'interrogent par ailleurs sur le fait qu'EY n'ait pas informé le gouvernement des difficultés financières de Carillion alors même que le constructeur était endetté à hauteur de 7 Md€ pour un niveau de trésorerie de 29 M€ au moment de l'annonce de sa faillite en janvier dernier. Le ministre des Transports n'a pas encore commenté.

Amendes FRC : vis-à-vis de PwC (6,5 M€) – Le régulateur comptable a [annoncé](#) le 13 mai avoir signé un accord amiable (« *early settlement* ») avec PwC dans le cadre d'un audit mené par le cabinet pour le compte du groupe de commerce de détail BHS. Le cabinet s'est engagé à payer une amende de 6,5 M€ et à respecter certaines obligations : surveiller la branche audit de Leeds, fournir des rapports annuels détaillés de l'activité de cette branche au FRC pendant 3 ans et amender les procédures actuelles pour l'audit des sociétés non cotées risquées ou employant plus de 10 000 personnes au Royaume-Uni. Le FRC a par ailleurs octroyé une amende de 325 000 £ à l'associé chargé de mener de l'audit, qui a admis un « manquement sérieux à ses obligations professionnelles ». La société avait ensuite été vendue pour 1 euro symbolique un an plus tard, avant de déposer le bilan en 2016 après n'avoir trouvé aucun acheteur intéressé.

.....et de KPMG (2,3 M€) – Le FRC a signé similaire avec KPMG le 11 juin dans le cadre d'un audit mené par le cabinet en 2013 pour le compte de l'assureur Quindell. Le FRC a par ailleurs octroyé une amende de 84 000 £ à l'associé chargé de mener de l'audit, qui a admis un « manquement sérieux à ses obligations professionnelles ». Cette annonce intervient dans un contexte global de durcissement de la position du régulateur vis-à-vis des cabinets d'audit qui ne respecteraient pas leurs obligations professionnelles. La FCA avait aussi suspendu le trading des actions du groupe en 2015 après avoir enquêté sur la fiabilité de ses comptes. Le *Serious Fraud Office* mène parallèlement une enquête pénale à leur rencontre.

copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel, Victoria Johnston, Pauline Virlovet, Laura Guenancia



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique,
christian.fatras@dgtresor.gouv.fr



Suivez-nous
[@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)

sur

Twitter :